Ensemble, défendons notre service public

Le service public n'est pas une charge mais un investissement, financé sur les richesses que nous produisons, pour répondre aux besoins collectifs, aux inégalités sociales et territoriales.

C'est notre bien commun qui ne répond pas aux seuls intérêts particuliers.

Des moyens financiers à la hauteur des besoins collectifs !

Des services publics partout où le besoin existe, à la ville comme à la campagne !

Des fonctionnaires reconnu.e.s, respecté.e.s, rémunéré.e.s, en nombre suffisant !

Arrêt des privatisations !

Pour DÉFENDRE NOTRE SERVICE PUBLIC, le 6 décembre, je vote

Solidaires Sud Collectivités territoriales

Union syndicale Solidaires

Fédération SUD Collectivités Territoriales ★ 31 rue de la Grange aux Belles - 75010 PARIS ★ tel : 01 58 39 32 09 - mèl : fedesudct@gmail.com - www.sud-ct.fr

Ils réorganisent et désorganisent nos services publics

Par les **fusions de collectivités territoriales** (nouvelles régions, métropoles, agglomérations, communautés de communes…) générées par la loi « NOTRE » (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), par des **réorganisations administratives incessantes**, ils prétendent « rationaliser » l'action publique.

Résultats, moins de services de proximité, moins d'agent.e.s pour les faire fonctionner, et donc moins d'accessibilité… et une dégradation des conditions de travail.

Depuis de nombreuses années, ils ferment des hôpitaux, des bureaux de poste, des écoles, des services municipaux, départementaux et régionaux de proximité… Ils dépècent les services publics pour offrir des marchés bien juteux aux grandes entreprises.

Qui pourrait prétendre que ces politiques améliorent nos vies ?

Ils asphyxient nos services publics

Par une remise en cause sans précédent de la fiscalité, et une importante diminution des financements, ils asphyxient nos services publics. Offrant un prétexte à certain.e.s élu.e.s fervent.e.s partisan.e.s de la fin des services publics.

La **Dotation Globale de Fonctionnement** (DGF) représente 20% des recettes des collectivités territoriales. Elle est la contrepartie de l'État pour les transferts de compétences et de missions. Elle est financée par l'impôt national, et permet une redistribution entre collectivités pauvres et collectivités riches, entre petites et grandes collectivités. Ils veulent la faire disparaître.

La DGF baissera de plus de 50% entre 2012 et 2022.
2012 : 40 milliards d'euros
2017 : 29 milliards d'euros
2022 (prévu) : 16 milliards d'euros

La **taxe d'habitation**, autre ressource importante des collectivités, va être supprimée et compensée par l'État. Cette compensation conduira à un gel de son montant, empêchant les collectivités de faire évoluer leurs ressources en fonction des besoins de la population. C'est un faux cadeau : nous paierons autrement et/ou nos services et conditions de travail se dégraderont.

Suppression de 500 millions d'euros de subvention aux régions, baisse du financement des OPHLM (Offices Publics d'Habitations à Loyers Modérés)…

Il s'agit bien d'asphyxier financièrement les collectivités territoriales afin de les obliger à :

- ➔Baisser les effectifs de fonctionnaires ;
- ➔Augmenter les tarifs pour les habitant.e.s ;
- ➔Abandonner des missions, et donc des services rendus au public ;

Et le pire est à venir : CAP 2022

Les discours de Macron candidat, du premier sinistre et du ministre des comptes publics sont très clairs : « *(…) proposer des réformes structurelles et de transformation à l'horizon 2022* ». Il s'agit en fait de :

- ➥supprimer « *des chevauchements de compétences* » : transfert entre collectivités, au secteur privé, voire abandon de missions » ;
- ➥fusionner les instances paritaires (CAP, CT et CHSCT) pour éliminer les syndicats afin d'avoir les mains libres et faire rendre gorge aux fonctionnaires;
- ➥détricoter le statut comme ils détricotent le droit du travail depuis des années, et le supprimer à terme;
- ➥généraliser les CDD sous couvert de « *donner davantage de souplesse à la gestion des ressources humaines* ». C'est la généralisation de la précarité, comme dans le privé ;
- ➥multiplier les plans de départs volontaires qui ne seront que des licenciements déguisés ;
- ➥généraliser la rémunération au mérite qui instaure le règne de l'arbitraire, du copinage, du népotisme. C'est la fin de l'indépendance du fonctionnaire.

Le tout numérique qui tient lieu de seule politique renforcera la fracture numérique, déshumanisant le rapport au service public.

C'est la fin annoncée des fonctionnaires et donc du service public !
Voyons ce qu'ils ont fait de la Poste, de la SNCF, d'EDF… Qui oserait encore parler de service public pour ces entreprises qui ne visent plus que la rentabilité et des dividendes pour leurs actionnaires (dont l'État) ?
Privé ou public, ce sont les mêmes logiques de destruction de la solidarité et du lien social qui sont à l'œuvre.

Et dans le même temps, les riches croulent sous l'argent

Suppression de l'ISF (Impôt sur la Fortune) : cadeau de 3 milliards… augmentation du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) : cadeau de 20 milliards, baisse de l'impôt sur les sociétés, suppression de la taxe sur la distribution des dividendes (alors que les dividendes ont explosé), aucune mesure de lutte contre l'évasion fiscale (évaluée de 80 à 100 milliards)…

Il n'y en a que pour les riches !

ARRÊTONS-LES ! DEFENDONS COLLECTIVEMENT NOTRE BIEN COMMUN !